

ACTES DU COLLOQUE

« NEUJ PRO 2012 - 11èmes Rencontres Nationales des Professionnels et des Elus de la Jeunesse »

CONFÉRENCE - LE GRAND TÉMOIN

Itinéraire d'un journaliste auprès des jeunes

↳ **Intervenant : Edouard ZAMBEAUX, journaliste**

Interviewé par Jean-Yves VIF, Rédacteur en chef du Journal du Centre

Jean-Yves Vif : Bonjour à toutes et à tous. Merci de nous avoir rejoints pour cette séquence finale. On sait que la matinée a déjà été riche. Nous allons, à la demande des organisateurs, ne pas abuser du temps parce que certains d'entre vous repartent et ont beaucoup de chemin. On va juste vous demander ce qui était prévu, une heure un quart, une heure et demie d'échanges que viendra ponctuer Bernard Pozzoli ici au premier rang que vous avez sans doute vu depuis deux jours. Il est vice-président du Conseil général de l'Allier chargé de la jeunesse, des collèges et de l'enseignement supérieur qui est donc la puissance organisatrice. A côté de moi, avec lequel on va jouer quelque chose de très original dans notre profession, on n'a pas l'habitude de s'interviewer entre nous, on va jouer au jeu des interviews avant bien évidemment de vous donner largement la parole, Edouard Zambeaux. Beaucoup d'entre vous connaissent sans doute Edouard. Les organisateurs ont choisi de le faire venir en tant que Grand Témoin, sans doute un terme qu'il réfuterait, témoin de cette journée parce qu'il connaît les banlieues, il connaît les quartiers au travers de son métier de journaliste qu'il exerce depuis 20 ans. Nous verrons pendant le débat que c'est finalement original même si nous essaierons de ne pas toujours tourner autour des méfaits des médias et des journalistes, cela sera forcément présent. C'est quelqu'un qui a un rôle je dirais presque, hélas, assez original et qui est assez isolé. Edouard Zambeaux est, en deux mots, diplômé de L'IPJ, une grande école de journalisme de Paris. Il a rapidement travaillé sur les quartiers et les jeunes. Il a écrit un ouvrage publié en 2001 sur les ados et la prison. Il s'est signalé par différentes productions certaines écrites, plusieurs contributions, un numéro spécial de Télérama voilà déjà quelque temps, un numéro spécial de Libé et en matière radiophonique ou télévisuelle sur laquelle il travaille également, il a fait en 2006 une journée où il avait été particulièrement remarqué sur France Inter, on pourra en dire un mot, qui était « Tous au poste » où 300 jeunes des quartiers avaient participé. Il produit actuellement différentes émissions dont « Périphéries » diffusée sur France Inter le dimanche de 13h 20 à 13h 30, un format apparemment court de 8 minutes, mais que je vous invite et vous incite à écouter, notamment une séquence actuelle qui a été commencée voilà deux numéros et qui va se poursuivre pendant deux numéros sur les Roms et les quartiers à Marseille et qui en dit long sur le métier de journaliste quand on prend le temps de donner la parole. Il a également produit que l'on pouvait voir et que l'on peut toujours voir même s'il ne sera plus au centre de cette émission sur la chaîne parlementaire, sur LCP, Bondy blog qui s'est illustré au moment de la présidentielle par une série d'émissions, c'est un format de 52 minutes, une série d'émissions particulièrement intéressantes sous la forme d'interviews des différents candidats. Seul l'un d'entre eux, je crois, Nicolas Sarkozy, le Président sortant n'est pas venu. Et, bien évidemment, la marque de fabrique, l'originalité, l'angle éditorial choisi par Edouard Zambeaux, c'est de ne pas faire à la place, de préparer les jeunes, de faire avec ou de les laisser faire. Et, on verra au cours de notre discussion et de notre débat qu'on va

essayer, sans doute, ce que vous professionnels vous connaissez, mais qui doit encore, nous, nous interpellé dans notre profession, c'est de ne pas prendre la parole à la place, mais de la donner, de faire libérer cette parole. En effet, nombreux sont ceux qui sont capables de parler des jeunes et des quartiers, vous tous spécialistes et vous êtes à votre place, des sociologues, des chercheurs. Mais, très souvent, les journalistes restent à des ressentis, restent à des commentaires et peinent à mettre les pieds dans ces milieux-là et évitent de donner la parole. Ne pas parler d'eux, mais leur donner la parole, c'est ce qui pourrait être, en quelque sorte, la tête de chapitre de notre échange. Première question, Edouard : Pourquoi, finalement, les médias s'intéressent si peu ou si mal, parce que, parfois, ils y vont, aux banlieues. Je sais que c'est la question qui sous tend tout notre échange, mais comme chapeau général.

Edouard Zambeaux : Bonjour à tous. Vous m'excuserez, j'ai un peu la crève.

Jean-Yves Vif : Bulletin de santé, il fait preuve d'un courage extraordinaire. Excusez-moi, j'avais omis de vous le dire. Il est arrivé hier soir, tout allait bien. Et sous le sale ciel bourbonnais, je n'y peux rien, Monsieur le vice-président, il a chopé la grippe et il est aux cachetons depuis ce matin.

Edouard Zambeaux : C'est faux. J'étais déjà malade en arrivant hier. Pas de responsabilité. Pourquoi est-ce que les médias s'intéressent peu ou mal ? C'est un jugement de valeur. Je ne vais pas commencer par une saillie anti-corporatiste. Ce n'est pas un sujet récurrent la jeunesse et les quartiers populaires encore moins. Les médias s'intéressent à ce qui s'impose à eux souvent. La jeunesse et les quartiers populaires et la jeunesse des quartiers populaires ne s'imposent que très rarement. On l'a vu en 2005. Et, à ce moment-là, effectivement, comme ce n'est pas un travail mené sur le long terme, on est, malheureusement, plus dans des réactions ou dans l'illustration des a priori. Il n'y a pas de journalistes spécialisés sur les quartiers populaires en France, très peu. Pendant quelques années, il y en a eu un au Monde qui a maintenant rendu sa rubrique puisqu'il y est devenu rédacteur en chef.

Jean-Yves Vif : Il s'agit de Luc Bronner qui était, si on devait rajouter quelqu'un, Edouard, Luc Bronner, celui qui était spécialiste.

Edouard Zambeaux : Cela n'est pas une démarche systématique. Les rédactions ne sont pas organisées de cette manière-là. Les rédactions des grands médias nationaux sont, aujourd'hui encore, organisées un peu comme le gouvernement en 1974. On a un spécialiste de l'aéronautique parce que c'était l'époque où on lançait le Concorde. On a un spécialiste peut-être des courses hippiques, mais on n'a pas un spécialiste des quartiers populaires. C'est un combat que j'essaie de mener en interne à France Inter depuis maintenant 8 ans pour essayer de faire reconnaître spécialité et de dire que c'est un terrain d'investigation que nous ne devons pas laisser tomber, que nous devons travailler au jour le jour tout simplement pour essayer d'éviter d'être dans une logique de balancier qui consisterait quand les banlieues brûlent, pour le dire vite, à dire que la banlieue est dangereuse et, ensuite, dans un réflexe de culpabilité à dire qu'on les a quand même un peu maltraités et de s'imposer des sujets positifs qui nous obligeraient à dire que la banlieue est merveilleuse. Le problème médiatique est qu'on oscille dans ce mouvement de balancier entre cette peur des classes dangereuses et, tout d'un coup, la volonté de mettre le doigt, le focus sur des initiatives aussi futiles et aussi misérables soient elles parfois, mettre en pleine lumière n'importe qui tout simplement pour essayer de faire du positif parce qu'il n'y a pas de travail de fond, de travail récurrent. C'est une question. Comme toute entreprise les médias font des priorités qui sont aussi des priorités budgétaires. Et la chose la plus importante pour une radio est d'avoir quelqu'un qui présente le journal, que quelqu'un soit à l'antenne et pas quelqu'un qui soit, parfois à temps perdu, à traîner ses guêtres dans des endroits qui sont souvent en plus des lieux de fantasmes et qui sont souvent des terra incognita pour nos dirigeants qui ne viennent pas des quartiers populaires en général et des classes populaires.

Jean-Yves Vif : Au-delà de la pérennité et du travail constant qu'Edouard Zambeaux fait à France Inter, il n'y est pas salarié. Il a presque un statut précaire. Il est producteur précaire dans le sens où cette mission est renouvelée chaque année au moment de la grille des programmes. Comment un média de service public comme Radio France, comment une radio comme France Inter, même si on n'est pas là pour leur faire de la publicité, qui a une image de sérieux, qui a un audimat qui

monte, qui arrive à faire, on aurait pu citer dans le domaine des jeunes l'émission qu'a fait Eric Valmire avant 9 heures pendant tous les mois précédant la présidentielle, qui d'ailleurs, paradoxalement, a été suivie avec très bon taux d'audience, mais qui n'est presque pas remarquée, comment cette radio qui a quelques gens qui tiennent l'antenne le matin, cette fameuse matinale où on a vu Paoli, Demorand, Cohen avec des tons et des profils différents se succéder, donner la parole et jouer leur rôle de média au sens noble du terme, comment parmi toutes ces dizaines de journalistes parmi ces chefs, on n'arrive pas à dire, vous y avez en partie déjà répondu, que la banlieue est un endroit où se joue une partie de notre facteur républicain ? Pourquoi on n'y met pas quelqu'un au lieu de l'aéronautique comme vous le disiez tout à l'heure, Edouard ? Et, bien évidemment, je prolongerai, est-ce parce que ça dérange et qu'on ne sait pas aller parler aux pauvres ?

Edouard Zambeaux : Je ne sais pas si c'est parce que ça dérange, mais c'est parce que ça n'intéresse pas. C'est une question d'organisation. Il y a, je crois, 103 journalistes à la rédaction de France Inter. Si ma mémoire est bonne, les 103 journalistes sont sur un tableau de service. C'est une question de priorités. C'est une question de choix éditoriaux. France Inter a fait un choix. Je ne suis pas là pour faire le procès de mon employeur, loin de là, France Inter a offert cette case si petite soit elle, il y a 8 ans, et ne me l'a pas encore retirée aujourd'hui. Il y a un intérêt, mais il y a une confusion entre le signifiant et le signifié. S'intéresser à la périphérie fait de vous un journaliste périphérique en quelque sorte. Dans l'équilibre des pouvoirs qui s'exercent au sein de la chaîne, de pouvoir d'influence, c'est-à-dire de convaincre la direction de vous donner un peu plus de temps, un peu plus de moyens, peut-être un peu moins de précarité, vous rentrez dans cette logique. Et, je ne tiens pas la corde face à mes confrères du service politique ou face à ceux de l'international. C'est une actualité qui est considérée comme beaucoup moins prestigieuse. Donc, elle arrive quand on peut la traiter. Avant d'être à France Inter, j'ai été pendant presque une dizaine d'années à RFI, Radio France Internationale qui m'a congédié avec une phrase extraordinaire me disant que la banlieue ne méritait pas 50 minutes hebdomadaires sur l'antenne de Radio France Internationale. Ne mérite pas. Cette notion de mérite me paraît intéressante. Il y a prescription maintenant. Ça fait 2 ans. Est-ce que ça n'est pas assez vendeur ? Pourtant si j'en crois Médiamétrie, « Périphéries » sur France Inter a gagné 200 000 auditeurs l'année dernière. Je ne suis pas sanctionné par le désintérêt des auditeurs sur les thématiques que j'aborde. Ça n'est pas encore sur l'écran radar. Ça apparaît de temps en temps. 2005 a été l'acmé en l'occurrence. Après, on a trouvé des périphrases pour essayer de s'intéresser aux quartiers populaires. On a dit qu'il fallait promouvoir la diversité par exemple. C'est un moyen un peu marketing.

Jean-Yves Vif : On positive à moindre frais. Un peu facilement.

Edouard Zambeaux : On positive effectivement. On fait peut-être l'économie d'un constat très impressionniste. En effet, je ne livre, très modestement, qu'un instantané, qu'une photographie sonore toutes les semaines. J'essaie que cette photographie, touche par touche, dresse une partie de la réalité sociale de ce pays. Les habitants des zones urbaines sensibles représentent tout de même 8 millions d'habitants, je crois, en cumulé, ce qui démographiquement n'est pas négligeable, d'autant plus qu'on invoque beaucoup le pacte républicain. Je crois que c'est dans ces quartiers qu'il se régénère ou qu'il ne se régénère pas. C'est sur cela d'ailleurs qu'il faut s'interroger. C'est la question de notre contact, à nous, au terrain. Et, il n'y a pas de sollicitation de la part des quartiers populaires, évidemment de la part de la jeunesse des quartiers populaires. Il n'y a pas d'attachés de presse alors que les journalistes reçoivent beaucoup beaucoup de sollicitations. Vous êtes certainement mieux placé que moi pour le savoir. En permanence, je reçois 30 ou 50 mails par semaine de gens qui me disent qu'il faudrait absolument que je raconte l'histoire formidable dont ils sont les acteurs. Mais, ça vient très rarement des terrains dont j'essaie de parler. Je suis obligé d'inventer, de générer mes propres sujets.

Jean-Yves Vif : Vous nous dites, et je le résume sans doute de façon un peu abrupte, le discours sur la diversité pour positiver, pour donner du sens, qui s'appuie sur des valeurs, qui est porté par les élus, le tissu associatif, à un moment, il masque la vraie réalité.

Edouard Zambeaux : Je ne sais pas s'il masque la vraie réalité, la question de la diversité, valeur représentativité. Il y a un petit bouquin qui vient d'être édité par la fondation Diderot, je crois, qui

fait un panorama de la représentation nationale qui est juste terrorisant. Voir qui sont nos députés est affligeant aujourd'hui. La question de la diversité, de la représentativité se pose. Mais, il ne faut pas que ce soit l'arbre qui cache la forêt. Il y a une réalité sociale que nous devons, nous journalistes, raconter. Et, pour qu'elle apparaisse, il faut aussi que cette diversité rentre dans les rédactions. Un certain nombre d'initiatives ont été prises, certaines avec pas mal de succès. Le problème est aussi que la profession de journaliste est un métier d'entre soi, un petit endogame majoritairement réservé à des gens issus de milieux favorisés. Les études de journalisme coûtent cher. C'est beaucoup d'études pour des statuts souvent précaires. C'est un pari risqué avec des concours d'entrée dans les écoles qui sont essentiellement basés sur ce qu'on a baptisé le capital culturel. Le capital culturel, c'est dans son milieu familial, en général, qu'on l'acquiert le plus facilement.

Jean-Yves Vif : On est dans une représentation sociale élitiste.

Edouard Zambeaux : Il y a une forme d'endogamie, oui, comme dans la classe politique, comme dans un certain nombre de professions à statut. Le journalisme ne s'est pas encore ouvert. L'INSEE nous le rappelle. La dernière étude de l'INSEE publiée cette semaine nous montre la diversité de la société française. Cette diversité, on la voit dans la rue. On ne la voit pas dans les instances représentatives ou les professions à statut.

Jean-Yves Vif : Dans la banlieue, on y va peu ou on y va mal. On y va à contre temps. Et, c'est d'autant plus compliqué que pour aller vers les jeunes, puisqu'on est là aujourd'hui pour parler de ces jeunes des quartiers et de la question sociale, il faut à la fois une technique professionnelle et il faut du temps. Cela nécessite de ne pas aller à grands coups de trait, ne pas produire ce que je disais en ouverture le fameux ressenti.

Edouard Zambeaux : Je ne sais pas si cela nécessite des capacités professionnelles particulières. Il faut arrêter le fantasme.

Jean-Yves Vif : Une pratique précise.

Edouard Zambeaux : On ne va pas dans des zones de guerre. Il se trouve qu'avant de m'intéresser à la banlieue, j'ai travaillé presque une dizaine d'années sur le conflit israélo-palestinien.

Jean-Yves Vif : Il y a plus de risques.

Edouard Zambeaux : En général, je me suis senti plus en danger à Gaza qu'à Montfermeil. Il faut aussi raison garder. De temps en temps, on n'est pas très bien accueilli. Pourquoi ? D'abord parce que les habitants des quartiers populaires ne sont pas dupes. Ils se rendent bien compte qu'on ne sert à rien pour faire changer leur réalité. Il y a 10 ou 15 ans, les gens étaient très volontaires pour nous raconter parce qu'ils avaient l'impression qu'on découvrirait leur réalité sociale. Ils nous accueillait pour raconter. 15 ans plus tard, ils voient que, globalement, rien n'a changé et que la situation s'est aggravée et qu'en plus ils voient arriver les journalistes en grappe. Et un coup sur deux, ils sont derrière les flics. Il y a quand même meilleur moyen de prendre contact avec les habitants des quartiers que d'arriver derrière une horde de CRS. C'est pour le côté un peu caricatural. Il faut du temps parce que nous avons nos a priori. Le problème est que beaucoup de journalistes sont dans une logique d'illustrer leurs a priori au lieu d'essayer d'aller peut-être les contredire et que les habitants des quartiers populaires sont aussi victimes, les jeunes des quartiers populaires. Quand vous arrivez, le jeune de banlieue joue au jeune de banlieue. Il commence par ça en général. Il ne faut pas se leurrer. Si on n'a pas une heure à le laisser parler et au bout d'une heure lui dire que la chanson de geste est finie, qu'on peut enfin parler et lui demander s'il a quelque chose d'autre à dire que « on nique les médias, on est dangereux ». Si on n'a pas cette heure-là, et qu'on arrive à 11 heures et quart pour faire un direct à 13 heures, on prend le tout venant. C'est la contrainte de fabrication. Et c'est pour ça que je défends une présence un peu continue. Et je pense que c'est aussi pour ça qu'on m'a demandé de venir aujourd'hui pour parler des méthodes qui sont parfois capables de faire un pas de côté par rapport à une activité traditionnelle de journaliste. Mon métier de journaliste consiste à aller faire

des reportages, recueillir des paroles, essayer de décrire des réalités, de les faire comprendre. Et, j'ai essayé de développer un certain nombre de dispositifs, vous en parlez tout à l'heure, qui ont commencé en 1997 où je me suis associé avec une structure que certains d'entre vous doivent connaître, qui s'appelle un centre de culture scientifique et technique qui est la fondation 93 qui était basée dans le 93 comme son nom l'indique. Cette fondation s'est rapprochée d'un certain nombre de journalistes en nous demandant comment on pouvait essayer de faire parler et non pas de parler pour, pour le dire vite. On a essayé de développer cela en presse écrite. Le premier partenaire a été Le Monde de l'éducation. C'est une méthodologie très basique qui consistait à monter des ateliers d'écriture sur une longue durée avec un public scolaire qui était un public captif. Donc, on était sûr de les voir régulièrement, ces jeunes. Pendant un an on a mené des ateliers d'écriture autour d'une thématique simple. En effet, il ne s'agit pas de faire l'auberge espagnole et de faire des agoras pour savoir de quoi on va parler. J'ai toujours imposé les thématiques dans tous ces projets. Nous avons tout simplement pris la première des questions : à quoi sert l'école ? On avait fait un supplément pour Le Monde de l'éducation. Je crois que la première année 150 jeunes avaient travaillé. On avait essayé de les aider à écrire, de se mettre dans la position du médiateur simplement, de dire au jeune qu'il avait des choses à dire et qu'on considérait que ces choses étaient intéressantes. Tout dire, mais pas n'importe comment pour résumer la démarche. Ensuite, ce projet s'est prolongé. L'année d'après, on l'avait fait pour Libération avec un cahier sciences. L'année suivante, on avait fait un hors série pour Télérama. Ensuite, j'ai développé ce projet en radio parce que je suis arrivé au constat que dans la presse écrite il y avait une limite à cet exercice.

Jean-Yves Vif : Il y a quand même la barrière de l'expression écrite.

Edouard Zambeaux : Il y a la barrière de l'expression écrite. La première des barrières est qu'on en arrivait à trop peigner, trop soigner l'expression de ces jeunes et donc on la rendait conforme à des codes très exigeants dans la presse écrite. Parfois, des fautes d'orthographe font sens. Des approximations langagières ou des images, des métaphores font sens. C'était très difficile de garder cette sève en presse écrite. C'est pour cela que j'ai voulu le déployer en radio, mais toujours en passant par l'écrit. Cela permettait aussi de s'affranchir de cette première barrière de l'écrit. On ne demandait pas aux jeunes directement d'écrire. On leur demandait d'abord de parler. Et, une fois qu'ils avaient raconté, on disait « ça c'est vachement intéressant. On va l'écrire pour être sûr que c'est comme ça que tu veux le dire ». A ce moment-là, on reprenait un matériau écrit qu'à la fin du dispositif on enregistrerait pour lui redonner une forme orale et une forme radiophonique. On faisait des allers et retours entre l'écrit et l'oral. Ce projet s'est achevé l'année dernière avec une émission beaucoup plus conjoncturelle puisqu'elle était liée à la campagne présidentielle et qui consistait à inviter les candidats à la présidence de la République à venir répondre à des questions de trois jeunes qui changeaient tous les mois avec lesquels je montais un travail de préparation réelle. Pendant 15 jours, on préparait cette interview. On faisait des reportages. Il y avait toute une logistique qui permettait de mettre à la disposition des jeunes une équipe de documentaristes qui allait faire les reportages avec eux. Cette équipe permettait de rapporter des reportages que nous faisions visionner au moment de l'enregistrement au candidat qui venait se prêter au jeu. Ces jeunes se sont relayés et cette émission a eu lieu.

Jean-Yves Vif : C'était quel type de public, Edouard ?

Edouard Zambeaux : C'était les jeunes participants volontaires du Bondy blog qui était une expérience de média en ligne créée dans la queue de comète des émeutes ou des révoltes sociales de 2005. Ça allait de collégiens ou collégiennes de 15 ans jusqu'à des aspirants journalistes qui étaient, pour certains d'entre eux, étudiants à l'école de journalisme et au tout venant, des jeunes travailleurs, des jeunes chômeurs. Il y avait à peu près trente à quarante jeunes qui faisaient le réservoir en quelque sorte de cette expérience. Et, tous les mois, trois venaient avec moi en plateau pour interviewer les candidats avec une précision que tous sont venus sauf Nicolas Sarkozy. Il n'a pas accepté notre invitation et Marine Le Pen que nous n'avons pas invitée.

Jean-Yves Vif : On ne vous en tiendra pas rigueur.

Edouard Zambeaux : C'est pour une raison très simple qui est que cette émission était enregistrée en public dans un bar en banlieue et que je ne voulais pas prendre la responsabilité de créer un incident, de lui apporter un incident sur un plateau qui lui aurait permis de surfer sur les territoires perdus de la République auxquels elle n'aurait pas eu accès. C'était pour être complet dans la réponse.

Jean-Yves Vif : Merci Edouard. Parmi ces expériences, quand on fait ce travail de préparation et je dirais rapidement d'encadrement, on peut avoir de très bons résultats. C'est l'exemple que vous me citez tout à l'heure. C'est une anecdote d'une collégienne interviewant un certain Jean-François Copé. C'était en 2006 dans le cadre de l'émission « tous au poste ».

Edouard Zambeaux : L'émission « tous au poste » était un pari de dingue. C'était de convaincre France Inter de confier une journée complète de son antenne à 300 jeunes avec lesquels j'ai coordonné un travail de préparation calqué sur l'année scolaire. On a démarré ce dispositif en septembre 2005 avant les émeutes dans les quartiers populaires. On avait signé le partenariat en mai 2005 avec France Inter. On a traversé ces trois semaines de révoltes en faisant le dos rond parce que c'était très difficile de ne pas profiter de l'effet d'aubaine à ce moment-là. On avait 300 jeunes dans tous les quartiers d'Ile-de-France qui étaient identifiés, qui travaillaient. On aurait pu en faire un matériau, une sorte de viande médiatique. Et, on a décidé, au contraire, de temporiser. La direction de France Inter a été un milieu extrêmement mature à ne pas vouloir profiter de ce que ça aurait pu provoquer en termes de marketing et d'image de, tout d'un coup, afficher un réseau. On a fait les morts pendant ce temps-là. Nous avons continué à travailler, mais on a fait profil bas pour ne pas exciter une certaine frénésie médiatique autour de cette initiative. On a travaillé jusqu'en mars 2006. Et le 17 mars 2006, France Inter a été fait non pas par 300 jeunes parce que c'est l'inverse du Cid. On est parti 500 et on n'est pas arrivé 5 000 au port, je crois. On a perdu un peu de troupe en route. 80 jeunes à peu près se sont succédé à l'antenne en direct avec beaucoup de reportages qu'on avait pris la peine de travailler, d'enregistrer au fur et à mesure du dispositif. Ils ont nourri l'antenne de France Inter. On n'a pas changé France Inter. C'était France Inter de d'habitude. La matinale était toujours présentée. Il n'était pas question de faire une radio de collégiens ou de lycéens. Il était question d'apporter sur une vraie radio de service public une parole issue de la réalité de jeunes venant des quartiers populaires. C'est la force du témoignage qui m'intéresse dans tout ça. Et c'est le temps qu'il faut pour que ce témoignage arrive à maturité, pour ces jeunes qui ne sont pas des professionnels des médias. On a tendance à souvent tourner nos micros vers des gens qui savent les utiliser, qui sont capables de nous faire des formats compatibles, 50 secondes, une minute dix, une minute trente, qui sont ce qu'on appelle des bons clients dans le métier. De temps en temps, il faut aussi qu'on prenne la responsabilité de donner la parole à des gens qui ne sont pas des bons clients ou qui ne sont pas des clients tout court. Cette responsabilité nécessite un travail en amont, un travail d'accompagnement. Il faut aussi pouvoir travailler avec tous ces jeunes en leur disant « ce qui m'intéresse ce n'est pas ce qui te passe par la tête, mais ce que tu as dans la tête ». « Ce que tu as dans la tête, il va nous falloir peut-être un peu de temps pour aller creuser ». « Il faut d'abord que tu en sois sûr et que ce ne soit pas que de la première intention ». Il faut qu'on prenne le temps et la méthode pour le mettre en forme. En effet, on est obligé de le mettre en forme d'une façon audible. « Si tu ne parles pas de manière audible, les gens ne t'écouteront pas à la radio ». Il y a des techniques ou des méthodes qu'il faut essayer non pas d'assimiler parce que je n'ai pas l'intention de faire des bébés journalistes ou de faire une formation accélérée, mais d'essayer d'amener des gens qu'on n'entend pas. C'est vrai des jeunes, mais c'est vrai de beaucoup d'autres catégories de la population qu'on n'entend pas à cause de la barrière de la langue. C'est difficile de faire parler par exemple des vieux chibanis. Pourtant ce sont des histoires très intéressantes. Les foyers Sonacotra, dont on connaît tous le nom, aujourd'hui qui s'appellent ADOMAS sont en train de se transformer en maisons de retraite. Il y a 65 000 vieux retraités.

Jean-Yves Vif : Vous avez fait un travail là-dessus.

Edouard Zambeaux : J'en ai fait plusieurs. Il y a 65 000 vieux retraités. Il faut essayer de leur donner la parole. Ce ne sont pas des gens qui maîtrisent les codes médiatiques. La question fondamentale en termes de méthodologie journalistique est de savoir si on peut donner la parole à des gens qui n'ont pas l'habitude de la prendre. C'est très simple. Quelles sont les méthodes

qu'il faut essayer de développer ? Comment de temps en temps on essaye d'inverser la charge de la preuve ? C'est à nous d'aider à prendre la parole. Ne pas se tourner forcément vers les gens qui maîtrisent tous ces codes-là.

Jean-Yves Vif : Mon histoire de collégienne avec l'inventeur du petit pain au chocolat ?

Edouard Zambeaux : C'est anecdotique. Mais, c'est la force de la réalité. C'est ce que je demande à ces jeunes d'apporter à chaque fois, de nourrir leurs questions par des exemples de leur réalité quotidienne. Effectivement, cette jeune fille qui était en quatrième à l'époque me donne encore des nouvelles. Elle est maintenant étudiante. Tous les jeunes de banlieue ne sont pas voués forcément à l'échec. Elle avait très simplement interrogé dans la matinale de France Inter Jean-François Copé pour savoir pourquoi ses enfants n'étaient pas dans son école à elle. Et il avait totalement dévié. Il avait perdu pied. Je n'ai jamais vu Copé perdre pied de cette manière-là. Il avait jeté un écran de fumée. Et elle le regardait interloquée. A la fin elle lui avait dit « écoutez, déjà votre truc, j'ai pas tout compris, mais vraiment je vous crois pas ». L'autre s'était vraiment délité ce qui est assez rare de la part d'un animal médiatique comme lui. Ce n'est pas facile de convaincre les politiques d'accepter cette confrontation-là. En effet, les jeunes du panel vont poser leurs questions et sans droit de suite. La vraie question est là.

Jean-Yves Vif : Pour ceux qui vont participer à la traditionnelle journée des parlementaires ou des choses comme ça, c'est très codé.

Edouard Zambeaux : Si le jeune à qui vous donnez la parole a sa question écrite sur un bristol et qu'après on lui coupe la chique, on n'établit pas l'équilibre. C'est le rétablissement d'une égalité sur lequel il faut qu'on essaye de travailler. Il faut leur donner des droits de suite. Et pour qu'il y ait des droits de suite, il faut travailler avant. C'est ce que je leur disais. La vraie question est la deuxième question. C'est vrai dans toutes les interviews. La première question vous sert à emmener votre interlocuteur sur le terrain lequel vous voulez aller. Et vous attendez quoi ? Vous attendez qu'il vous affirme quelque chose de faux. C'est la relance qui vaut. La première question, c'est simplement l'ouverture du thème. Donc il faut préparer la deuxième. Par exemple, en termes de méthode, j'obligeais les jeunes à me proposer des questions par deux. Par deux, cela ne veut pas dire par deux. Cela veut dire une, thème, et puis après il faut réfléchir à toute l'arborescence. Cela veut dire au moins cinq. Qu'est-ce qu'il va me répondre ? Vers quoi il va m'emmener ? Qu'est-ce que je vais lui demander comme complément ? Etc. On est en train d'essayer aussi de réfléchir à ce qu'est une démarche rhétorique. C'est important non pas pour former des journalistes, mais pour former des citoyens.

Jean-Yves Vif : Au terme de ces expériences-là, vous avez l'impression d'avoir des succès. Ça marche.

Edouard Zambeaux : Ça marche ?

Jean-Yves Vif : Ça peut marcher.

Edouard Zambeaux : Bien sûr que ça peut marcher. On a toujours des succès d'estime si c'est ça votre question.

Jean-Yves Vif : Le succès du journaliste citoyen. Vous restez un journaliste et un professionnel qui se dit...

Edouard Zambeaux : Ça m'intéresse. Je pense que des questionnements ont été posés dans le cadre de la campagne présidentielle, la dernière, posés par nous qui n'ont pas été posés ailleurs. On n'était pas inutiles pour ça. Et, pas que des questions anecdotiques. Il y a des éléments de confrontation. Tout d'un coup, la jeunesse des quartiers populaires, même pour Mélenchon qui pourtant est un bretteur fini, c'est un sacré animal et à un moment Mélenchon, dans l'interview s'arrête et dit « attendez, il me faut trente secondes. Vous venez de me porter un coup au ventre. Laissez-moi réfléchir avant de vous répondre ».

Jean-Yves Vif : Ce n'est pas son petit côté démagogique ?

Edouard Zambeaux : Non. C'était tout simplement la confrontation d'une réalité sociale qui quittait le champ de la statistique pour entrer dans le champ de l'humain. Il est très facile de parler de la pauvreté quand c'est une abstraction. Il est très facile de dire que la discrimination c'est mal. On est tous contre la maladie, la mort, la discrimination, la pauvreté. Mais, quand tout d'un coup, elle se met en face de vous et qu'elle se raconte, c'est plus dur parce qu'on peut moins répondre.

Jean-Yves Vif : Quand cette réalité sociale dérangeante est racontée par ses acteurs, c'est plus compliqué pour les personnes qui sont en face. C'est ce que vous nous dites.

Edouard Zambeaux : Exactement. Il est toujours plus facile de répondre à quelque chose de désincarné qu'à quelque chose qui est incarné. La méthode, si tant est qu'il y en ait une, c'est celle-là. C'est presque d'essayer de rétablir un principe d'égalité, d'essayer de faire suffisamment de travail en amont pour que, tout d'un coup, des gens qui ne sont pas considérés comme des professionnels soient sur un terrain d'égalité avec soit des auditeurs quand ils ont quelque chose à livrer, un produit fini, un reportage, soit en termes d'interviews quand c'est dans le cadre d'un exercice d'interviews politiques.

Jean-Yves Vif : Vous êtes actuellement avec « Périphéries » depuis deux numéros, je crois, encore pour deux numéros, ce dimanche et dans une semaine sur les trottoirs de Marseille avec les Roms avec un propos et, là aussi, des témoignages, une parole laissée, parce que, même dans ce format de 7 à 8 minutes que j'évoquais tout à l'heure, on peut prendre le temps de quelques minutes pour exprimer une idée, avec des témoignages particulièrement originaux. Sur le thème des Roms, les médias ne nous disent pas tout.

Edouard Zambeaux : Les médias ont bon dos. Je ne sais pas ce que c'est que les médias. Ce sont les journalistes de manière individuelle qui font les médias. Il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Beaucoup de choses bien sont faites dans les médias. Aucun de nous n'a la possibilité d'entendre, d'écouter, de lire tout ce qui se fait. Autant je ne suis pas favorable à des postures corporatistes, autant je ne suis pas non plus favorable à des postures anti-corporatistes. Je n'ai pas du tout envie de me positionner en mieux que les autres. J'ai la chance de pouvoir faire comme je veux. C'est la seule chose. Pour répondre à votre question sur les Roms, c'est très difficile parce qu'il y a une infranchissable barrière de la langue avec les Roms. Très peu d'entre eux sont francophones. C'est vraiment difficile d'essayer d'amener à l'antenne une parole de témoignage. On est souvent obligé d'avoir des prismes. Si c'est ça que vous voulez que je vous dise, le problème Rom me paraît totalement dérisoire. Il y a 15 000 Roms en France aujourd'hui. Qu'est-ce que c'est que 15 000 personnes ?

Jean-Yves Vif : 15 000 personnes par rapport à 45 000 chômeurs supplémentaires au mois d'août.

Edouard Zambeaux : Exactement. Il y a 1 500 Roms à Marseille. Ça fait 4 semaines que la France entière en parle. Médecins du monde vient de faire un rapport à ce sujet. En janvier 2011, 90% des Roms habitaient soit dans des baraques, soit dans des squats, soit sur des terrains. Aujourd'hui, plus de la moitié des Roms de Marseille habitent sur le trottoir, au mieux sous une tente. On les pourchasse. Il n'y en a pas moins, mais ils sont encore plus précaires de jour en jour. C'est le résultat quantifiable. Ça ne change rien. Tout le monde le dit, les Roms expulsés vers la Roumanie reviennent. Il faut arrêter avec ce mythe d'un peuple nomade. Les Roms ne sont pas des nomades. Ils avaient des maisons à Timisoara ou à Bucarest. Les Roms de France n'ont jamais habité dans des roulottes. Ce sont des migrants économiques pour essayer de trouver de quoi croûter en France comme des Italiens, des Espagnols, des Algériens ou des Marocains l'ont fait avant eux. Il ne faut pas délirer là-dessus. C'est peut-être aussi la construction d'un objet médiatique. Tous ces sujets, c'est vrai de la banlieue, c'est vrai des Roms en ce moment, c'est vrai de l'insécurité quand on en parle, sont des sujets de fantasmes. Ces sujets sont fuyants. On a du mal à les prendre sur un terrain autre qu'émotionnel. Toujours ce mouvement de balancier.

Jean-Yves Vif : Au travers de vos reportages dans cette pauvreté, dans cette extrême précarité, on trouve des petites lueurs, des raisons d'espérer parfois.

Edouard Zambeaux : On en trouve plein parce que la majorité du temps on rencontre des gens debout, dignes. Le métier de journaliste est microscopique. Je le pense. C'est finalement partager un petit moment du quotidien de gens et de lieux où on va par délégation, la vôtre si vous écoutez le service public de la radio ou celle d'autres gens. C'est un peu ça. J'ai un prisme, une lubie qui est de me dire que j'ai envie d'interroger les points de friction de la société française. C'est pour ça que mon émission s'appelle « Périphéries » avec un S parce qu'il y a beaucoup de périphéries. C'est quand le micro rencontre le macro et c'est essayer de ne pas réduire les gens à la statistique dans laquelle on les met. Un certain nombre de ces sujets devient problème de société. On parlait des Roms. On peut prendre la question des copropriétés dégradées. 300 000 logements en France, je crois, sont des copropriétés dégradées. Qu'est ce que ça veut dire d'habiter dans une copropriété dégradée ? Cela veut dire qu'en 1970 on vous a fait souscrire au rêve de la propriété privée. En gros, c'est ça. Vous avez souscrit au rêve de la propriété privée. Vous vous êtes endetté toute votre vie. Vous avez acheté un truc qui était à la limite de votre effet de charges. Donc, vous étiez emprisonné à votre logement. En général, ces copropriétés se sont dégradées. Ceux qui, parmi ces habitants étaient des classes moyennes et qui avaient le moyen de perdre un peu d'argent, en sont sortis. Ceux qui sont sortis ont été remplacés par des plus pauvres. Et la spirale s'est enchaînée. Et le bâtiment est devenu complètement dégradé. Les services promis au début, les espaces verts les gardiens ont disparu. Par exemple à Clichy-sous-Bois qui est l'une des copropriétés dégradées les plus connues de France même si ce n'est pas la plus grande, on trouve 1 500 logements de gens qui n'ont plus de quoi payer leurs factures de chauffage. La saison de chauffe arrive. Comme tous les ans, le maire de Clichy-sous-Bois va recevoir une mise en demeure du préfet lui disant de brancher le chauffage. Qui va payer ? Une saison de chauffe à Clichy-sous-Bois coûte un million et demi d'euros. La mairie de Clichy-sous-Bois est exsangue. L'Etat ne veut pas payer évidemment. Qu'est-ce qu'on fait ? Tous ces gens voient leur habitat se dégrader. Si on reprend l'histoire avec des achats dans les années 70 qu'ils finissent de payer aujourd'hui, ces logements leur auront coûté un million de francs en moyenne pour un quatre pièces et qui aujourd'hui se revendent 30 000 euros à la barre du tribunal de Bobigny. La seule solution qu'on propose à ces gens à qui on a menti en 70, c'est de devenir locataires et c'est la seule solution vivable pour eux, de leur propre appartement à condition qu'une société de portage puisse se porter acquéreur de leur bien. C'est 300 000 logements en France.

Jean-Yves Vif : Merci Edouard pour ce premier itinéraire. Mesdames, Messieurs, vous avez la parole. On peut peut-être applaudir Edouard qui va descendre la bouteille d'eau compte tenu de son état de santé, mais qui n'en laisse rien apparaître dans la pertinence et le caractère synthétique de ses réponses. Comme promis vous avez la parole. On est resté, c'était la règle du jeu, beaucoup sur le regard d'un grand témoin qui est un journaliste, qui par rapport à sa pratique a des choses à dire, « du micro au macro ». Il vient de parfaitement de résumer. On peut, bien évidemment, la parole est complètement libre, élargir aux questions, comme il vient de le faire à la fin de son intervention, d'acteurs et de citoyens, comme vous sans doute beaucoup, de ces quartiers. Vous avez la parole. Les micros sont en place et vont circuler je crois. Il y a des organisateurs dans la salle.

Edouard Zambeaux : J'ai plombé l'ambiance.

Jean-Yves Vif : Je donne la parole à Madame. Ensuite, ce sera Monsieur.

Eunice Mandago-Lunetta de l'AFEV : Bonjour. Vous avez beaucoup parlé de ce que ça changeait, notamment des impacts sur les personnes qui avaient été interviewées par les jeunes et notamment les politiques. Qu'est-ce que ça a changé pour les jeunes eux-mêmes, les 80 qui avaient organisé la journée ? Vous disiez que vous aviez gardé contact avec la jeune fille de 2006. Est-ce que vous avez pu mesurer ce que ça change dans le parcours de ces jeunes ?

Edouard Zambeaux : Evidemment pas tous. Pour certains d'entre eux, ça a été un déclencheur et ils sont devenus journalistes. Aujourd'hui, une jeune journaliste travaille à France culture. Elle a participé au premier projet de presse écrite. Ensuite, elle nous a demandé tous les ans de revenir.

Elle s'est fait en quelque sorte une formation sur le tas. Une autre travaille au groupe Bayard. C'est pour les projets plus participatifs. Pour le dispositif Bondy blog, c'est un peu différent parce qu'il y avait aussi la volonté, il y a eu la création d'une prépa dite de la diversité qui recrutait sur des critères sociaux, de diversité sociale et qui a permis à un certain nombre de jeunes qui le désiraient vraiment d'intégrer des écoles de journalisme. Cela reste la partie émergée de l'iceberg. Mon intention première n'est pas celle-là. Je veux effectivement que le monde du journalisme s'ouvre. Et, je voudrais bien qu'il y ait un peu plus d'enfants d'ouvriers, d'enfants issus de l'immigration, d'enfants tout simplement issus de parcours différents qui deviennent journalistes. Mais, je pense que, globalement, pour tous ces jeunes, ça les a crédibilisés, tout simplement. Ils sont légitimes à poser des questions y compris pour ceux qui étaient avec moi quand on a reçu François Hollande, y compris au Président de la République. Ils sont légitimes. Ils ont des préoccupations légitimes. C'est ça le plus important dans cette affaire. C'est que, quand on travaille, quand on réfléchit, quand on se donne le temps on n'est pas exclu du débat. On prend sa place, sa juste place. J'espère que l'onde de choc la plus importante ce sera celle-là. Ce sera, en quelque sorte, un genre de capital confiance. Je finis là-dessus. Le directeur, à l'époque, de la fondation 93 formulait ça très bien, d'une manière plus professionnelle que moi qui suis complètement empirique. Il disait qu'il faut emmener les publics en difficulté à un point de rupture, leur permettre de vivre une expérience tellement extraordinaire, en quelque sorte, que ce sera un point de non retour. Ce sera un acquis. Et, c'est pour ça que, dans tous ces projets, je me suis toujours imposé des normes professionnelles. Il n'a jamais été question d'enregistrer des CD pour les diffuser dans les collèges. C'était d'avoir accès à une forme avec des exigences professionnelles parce que c'est là où on créait cette espèce de point de non retour.

Damien Philippe, chargé de mission à la mairie de Rennes : Bonjour. Je vais parler plus sous la casquette de sociologue et de spécialiste des banlieues populaires aussi. Dans votre intervention, vous avez utilisé les termes banlieues ou quartiers populaires, jamais le terme de ghetto. C'est un terme qui revient très souvent dans les médias entre guillemets. Qu'est-ce que vous pensez de ce terme ? Est-ce que ce n'est pas un terme qui contribue à stigmatiser ces territoires, qui est une vision souvent de l'extérieur ? Et quelle est la vision de l'intérieur de ces jeunes des quartiers sur ce terme ?

Jean-Yves Vif : On peut dire que c'est le titre de l'ouvrage de Luc Bronner, le ghetto.

Edouard Zambeaux : C'est d'abord la monographie de Didier Lapeyronnie qui a été faite sur un quartier d'Angoulême. Effectivement, Luc l'avait repris dans son titre. Je vais vous faire une fausse réponse. Honnêtement, moi, les débats sémantiques... Oui, il y a une dimension de ghetto contrainte et une dimension de ghetto ressentie. Lapeyronnie l'explique beaucoup mieux que moi. J'imagine que, en tant que sociologue, vous vous êtes penché sur ces travaux. Le terme de ghetto ne me heurte pas à partir du moment où on dit pourquoi et comment, si c'était ça votre question. Il y a effectivement une question, mais dans la double acception du terme. La société dominante crée des ghettos de relégation. Et, ensuite, je vous renvoie à toute la littérature de Lapeyronnie. Ce terrain d'exclusion fait que se créent à l'intérieur des codes qui, eux-mêmes, ne font qu'aggraver cette notion de ghetto. Ce n'est pas un mot que j'emploie beaucoup. Mais, il ne me choque pas. Je ne sais pas si ma réponse vous satisfait.

Jean-Yves Vif : Monsieur, votre définition du ghetto, c'est celle qu'il vient de donner, c'est-à-dire un quartier, une communauté qui réinvente ses propres codes en dehors de l'autre espace et notamment de l'espace de la République.

Edouard Zambeaux : Pour finir, il y a peut-être un côté un peu gênant dans le mot ghetto, c'est la dimension ethno- raciale qui est vraie pour des modèles anglo-saxons qui méritent d'être nuancée plus en France.

Damien Philippe, chargé de mission à la mairie de Rennes : C'est plus dans cette vision-là. On ne va pas faire la litanie des sociologues. Il y a la version de Lapeyronnie sur le ghetto urbain, il y a aussi la version d'autres sociologues comme Vacant, comme Vieillard-Baron qui expliquent qu'on ne peut pas calquer le modèle américain, anglo-saxon sur le modèle français, que l'utilisation du terme ghetto va plutôt stigmatiser un territoire, voir ces jeunes puisqu'on parle des

jeunes seulement par rapport au ghetto et pas par rapport à un territoire. Votre précision me satisfait ou ne me satisfait pas, ce n'est pas l'intérêt, la précision me plaît plus. Merci.

Jean-Yves Vif : Il y avait une question au fond et on viendra à vous.

Gilles Reicher, Conseil régional de Lorraine : J'ai vu que Le Monde vient de lancer l'académie Le Monde. Je crois que 80 jeunes rentrent...

Edouard Zambeaux : 68.

Gilles Reicher, Conseil régional de Lorraine : Excusez-moi. 68 qui viennent de rentrer pour cette promotion 2012-2013. Le Monde en faisait état il y a quelques jours. Ce qui m'a dérangé dans la présentation de ces 68 jeunes, c'est qu'ils étaient présentés en fonction de leur diplôme. On voyait que les jeunes étaient en master de business ou sortaient d'une école d'architecture. C'est bien qu'ils aient en effet un tel niveau. En même temps, ça faisait état de jeunes qui avaient un certain niveau. Malheureusement, ils n'étaient pas présentés sous d'autres formes, comme bénévoles ou fondateurs d'un projet. Je voulais savoir si vous étiez en contact avec cette académie, si Le Monde ouvre un peu cette académie et ce que vous pensiez de cette initiative d'une manière globale.

Edouard Zambeaux : Il y a une filiation. Il se trouve que le numéro deux du Monde d'aujourd'hui, Serge Michel, est le journaliste qui a créé le Bondy blog en 2005. Il y a une sorte de continuité dans le dispositif. Je ne connais pas bien le Monde académie ou l'académie du Monde. Je ne sais plus comment ça s'appelle. Je vous dirais qu'à brûle-pourpoint je suis un peu gêné par le titre. Ça reste très anecdotique. De ce que j'en sais, la démarche me paraît plutôt intéressante. Il faut voir quel est l'accompagnement. Je trouve intéressant que tous ces jeunes seront, si j'ai bien compris, rémunérés pour leurs contributions au même tarif que les journalistes pigistes du Monde. Ça ouvre une fenêtre. Le seul truc est que, comme toutes ces initiatives, ils vont avoir la tentation de faire croire qu'ils sont les premiers à le faire, que rien n'a été fait avant et que rien ne pourra être fait après. Il y a un vrai problème de mémoire dans ces dispositifs. Si ça perdure, que l'année prochaine, il y a une promotion 2, puis une promotion 3 et que les centres d'intérêt du Monde évoluent, je serai le premier à m'en féliciter en tant que lecteur. J'attends de voir, mais je suis assez curieux.

Jean-Yves Vif : La question de Monsieur comportait également la notion de diplôme. Il nous disait que c'était une démarche d'intégration et d'ouverture, mais qu'on analyse, on codifie encore par une lecture traditionnelle du diplôme, master 1, master 2 et qu'on oublie, j'essaye de traduire, tout le volet social et l'engagement social et associatif que peuvent avoir ces jeunes. Ça n'apparaissait pas.

Edouard Zambeaux : Je suis un peu dans l'incapacité de vous répondre parce que je n'ai pas lu la page des 68 CV mis en ligne. C'est peut-être un travers purement français. Je ne veux pas vous accabler, mais vous avez commencé à me présenter en disant que j'étais diplômé de l'institut pratique de journalisme. Cela fait vingt ans. Il y a prescription.

Jean-Yves Vif : Parce que vous étiez enseignant également à l'IPJ. C'est un métier.

Edouard Zambeaux : Je plaisante. C'est peut-être un travers purement français. Il ne faut pas se mentir : écrire n'est pas la science infuse. Ce n'est pas mal d'avoir fait quelques études, ne serait-ce que pour acquérir un peu d'esprit de synthèse. Il ne faut pas sombrer dans l'extrême inverse, c'est-à-dire qu'il ne faut pas créer une culpabilité du diplôme. Il ne faut pas que les journalistes soient suspects parce qu'ils sont diplômés d'une grande école, de Sciences-Po et qu'ils sont issus d'un milieu bourgeois. Il ne faut pas l'interdire. Il faut juste essayer d'ouvrir.

Jean-Yves Vif : Madame ?

Laurence Pagès, élue de la ville de Montauban dans le Tarn-et-Garonne : Votre discours est très agréable, très apaisant parce que vous posez les choses sous un prisme qui fait relativiser

beaucoup de choses et qui devrait passer un peu mieux auprès de certains jeunes. J'ai souvent l'impression que le journaliste est trop souvent dans l'événementiel qui fait plus de mal que de bien aux jeunes. Je me pose la question comment faire plus pour que vos paroles dans le registre dont vous parlez puissent être accessibles à certains jeunes qui ne voient le journaliste que comme quelqu'un qui aiguillonne trop souvent les choses de manière négative. Ça n'amène pas forcément de réponse. Mais il est vrai que, quand on vous entend, on aimerait voir des gens comme vous parler sur les ondes, dans les journaux locaux surtout qui déstabilisent souvent beaucoup les quartiers.

Jean-Yves Vif : Je peux vous répondre directement en tant que rédacteur en chef d'un journal régional. Vous avez parfaitement raison. Dans la pratique et le comportement qu'Edouard dénonce pour la presse nationale, la presse dite de proximité que nous représentons n'est absolument pas meilleure. Je dirais que c'est encore plus grave. En effet, elle sait aller chroniquer n'importe quelle réunion d'une communauté de communes, n'importe quelle intervention parlementaire, n'importe quel match de football. Elle va dans ces quartiers de façon institutionnelle. Bien évidemment, on est dans le domaine des médias et dans le domaine de la communication. Il faut deux personnes. Je ne peux que vous conseiller. Tout au long de ma carrière qui commence à être longue dans différentes villes, j'ai essayé de monter des pages quartiers pour, à partir d'une démarche sans doute moins fine, moins professionnelle parce qu'on a moins le temps dans la presse régionale, mais avec le même but qu'Edouard. C'est très compliqué. Ça marche. Ça marche quand on a la connexion avec les jeunes des quartiers en premier, mais parce que vous aussi, travailleurs sociaux, spécialistes, les gens qui vivent dans ces quartiers, vous allez pouvoir éclairer, ouvrir le terrain, solliciter la presse et les journalistes locaux. Il ne faut pas hésiter. Il faut les relancer. Nous sommes quelques-uns et nous sommes de plus en plus nombreux à être persuadés que, d'abord, on ne va se flageller comme le disait Edouard, parce qu'il y a une autre réalité professionnelle et économique dans nos métiers, mais qu'il y a une faille importante par rapport à notre mission et à notre approche. C'est celle d'aller dire la chose et de sortir du ressenti et de l'institutionnel. On y parviendra que si l'ensemble de la chaîne des acteurs nous permet d'aller vers ces jeunes. Sollicitez les médias. Ne les lâchez pas. Adressez leur des courriers et sortez des sentiers battus de l'institutionnel. Ce n'est pas le jour où le centre social va mettre le dispositif en place, ce n'est pas le jour où la zone d'éducation prioritaire, où le maire, ce n'est pas ce jour-là. Ça c'est de l'institutionnel. Permettez aux journalistes de prendre le temps d'échanger pour qu'ils fassent libérer la parole des jeunes. Voilà ce que j'avais à dire sur le simple versant de la presse régionale. Ce n'est pas une réponse de circonstance. Ça marche parfois. Et ça peut marcher. C'est en fonction de la sensibilité des uns et des autres. Mais il y en a de plus en plus qui se sensibilisent à ce problème.

Edouard Zambeaux : C'est votre rôle d'éducateur que je réinterroge. Il faut arrêter de se victimiser face aux journalistes. Il faut nous renvoyer à nos propres responsabilités. C'est parfois délicat parce que le journaliste passe, s'en va et ne mesure jamais les conséquences ou très peu souvent de ce qu'il peut faire. Il faut être dans un rôle d'interpellation du journaliste quand vous l'avez sous la main en lui disant « attention ». Encore une fois, c'est quelque chose de très individuel. Les journalistes c'est une trentaine de milliers de cartes de presse aujourd'hui en France.

Jean-Yves Vif : 36 000. Mais sur le terrain, beaucoup moins.

Edouard Zambeaux : Donc, autant d'individus. A vous de choisir vos interlocuteurs. Et, puis, à vous de savoir dire non. Quand je dis qu'il ne faut pas se victimiser, c'est peut-être aussi cette dimension-là. Il y a des salopards, il faut leur faire savoir.

Jean-Yves Vif : Quelques minutes de patience encore. On va boucler dans sept minutes pour que tout le monde ait la parole.

Erwan Dagorne, chargé de communication à l'ANACEJ : On travaille avec des jeunes membres des conseils, mais également depuis quelques années avec le réseau national des juniors associations et l'association Jet d'encre sur une interpellation des médias sur ces questions, sur l'image des jeunes dans les médias. On souhaite étendre cette interpellation à la PQR l'an

prochain. Initialement, les jeunes sensibles à leur image dans les médias qui est souvent très négative, associée à de nombreux clichés et qu'ils rejettent, ont voulu interpeller les collectivités sur ces questions pour organiser des débats. Finalement, ils se sont rendu compte que c'était bien, mais qu'ils prêchaient auprès de convaincus. Ils ont voulu s'adresser directement aux journalistes. Ça a été très difficile, un parcours du combattant. Et ils ont pensé à faire un prix. Ils n'ont pas voulu stigmatiser les journalistes qui les stigmatisaient eux. Ils ont voulu récompenser les bonnes pratiques. Ce prix « stop aux clichés » récompense les journalistes qui ne représentent pas forcément les jeunes de manière positive, mais que les jeunes considèrent comme honnête. Des jeunes font partie du jury. C'est un jury qui se renouvelle tous les ans, qui sélectionne et récompense ces journalistes. Depuis quelques années, ce prix est remis aux assises internationales du journalisme. Cela a marqué une nouvelle étape qui permet de sensibiliser d'autant plus les journalistes dans un lieu où ils sont présents en nombre. On connaît bien Edouard dans le cadre de ce prix « stop aux clichés ». Lui et les journalistes avec qui il travaille ont été récompensés plusieurs fois. Edouard a déjà été parrain de ce prix.

Edouard Zambeaux : Merci de ce témoignage pour dire qu'il y a des initiatives multiples.

Robert Ricciuti, directeur de MJC en Alsace : Dans un passé très lointain, j'ai occupé des fonctions d'animateur de quartier dans un quartier populaire de Strasbourg. J'aimerais aujourd'hui, en quelques mots, avoir votre regard sur ces métiers dits de travailleurs sociaux ou des professionnels du social dans ces quartiers. Quel regard vous tirez aujourd'hui des relations que vous avez eues avec les jeunes ? Quelle parole ont les jeunes sur ces corps intermédiaires que sont les associations ou les animateurs de quartiers ?

Edouard Zambeaux : Vous me demandez de vous tenir la glace. J'ai du mal à faire une réponse générale. Je vais d'abord vous faire une réponse qui va vous satisfaire. Ces corps intermédiaires sont indispensables.

Jean-Yves Vif : Et perçus comme tels par les jeunes ?

Edouard Zambeaux : Et perçus comme tels par les jeunes. C'est la théorie. Les pratiques ne sont pas les mêmes selon les quartiers, selon les individus. Il faut arriver à des analyses beaucoup plus fines. C'est la même chose à l'échelle scolaire. Un chef de service va décider ou pas de mettre ses éducateurs sur le terrain ou derrière un bureau. Il va décider de faire de l'accompagnement ou du contrôle social. Tout est dans tout. Dans une vision globale, ce réseau est indispensable et sous-dimensionné, c'est évident. Je n'ai pas envie d'être béni-oui-oui. C'est un métier épuisant. Je ne sais pas si c'est du découragement parfois. J'ai beaucoup accompagné les gens de la protection judiciaire de la jeunesse. J'ai monté beaucoup de projets avec eux. J'ai passé un an à faire le tour de France des quartiers de mineurs des prisons françaises. Autant je suis très admiratif du boulot de la PJJ, autant j'ai parfois été interloqué par les postures dogmatiques que certains éducateurs pouvaient adopter et je pense notamment autour de l'incarcération. Cela m'a toujours étonné de voir des éducateurs refuser d'aller voir des jeunes parce qu'ils étaient en prison, parce qu'ils étaient contre l'incarcération. Je peux la comprendre cette posture. Mais, ça veut dire quoi ? Cela veut dire que le gosse qui a un éducateur PJJ va être incarcéré. On va lui mettre un éducateur SPIP pendant qu'il est en prison. Donc, il va construire un projet de sortie. C'est comme ça que ça s'appelle avec un éducateur de la pénitencière. Quand il va sortir, pour mettre en œuvre son projet de sortie, il aura encore un autre éducateur parce que ça ne sera plus le même qu'avant. Cette rupture de charge m'a toujours un peu étonné en termes d'efficacité. Elle s'abrite derrière ce que je considère être une posture dogmatique. On peut être contre la prison. Mais, quand on est à la PJJ, le cœur de sa mission est d'accompagner un gosse y compris s'il passe en prison. Cette métaphore entre guillemets, cet exemple peut être vrai aussi dans les quartiers. C'est le sens de la mesure. Il faut faire gaffe à ne pas survaloriser des trucs qui n'en valent pas la peine. Il faut pousser des démarches. On vous demande de répondre à des problèmes de société à travers des destins individuels. Il faut faire attention à ne pas générer les contre exemples. C'est tellement facile d'avoir le bon élève de service. C'est cette logique qui a été déployée, cette logique d'excellence où on prend 150 gosses de 5 départements et qu'on met dans un internat. Et on dit que quand on veut, on peut. Malheureusement, ça ne suffit pas. Il faut aussi avoir été choisi, coopté par un chef d'établissement pour aller dans ces fameux internats d'excellence. En termes

de destins individuels, ce sont des expériences fabuleuses, positives pour ces gosses. Est-ce que c'est une réponse en termes de politique publique ?

Jean-Yves Vif : Une question ?

Denis Siot, conseil général de la Gironde : Je vous remercie pour cette réponse. Effectivement, il faut être présent partout et on n'a pas à déterminer a priori quel sont les lieux d'intervention sociale, bien évidemment, qui seraient plus glorieux que d'autres. Je voudrais souligner un problème, passer des médias aux institutions puisque nous sommes tous ici membres plus ou moins d'une institution, d'une collectivité territoriale. Je relève un paradoxe depuis plusieurs années. D'un côté, nous avons des déclarations politiques de principe auxquelles tout le monde souscrit : rapprocher les jeunes des institutions, créer un climat de confiance, politique d'émancipation, promotion sociale. Mais, dans le même temps lorsqu'il s'agit d'accueillir un jeune collégien, lycéen qui peut être issu de quartier populaire ou pas, ce n'est pas un critère, dans les services des mêmes administrations, c'est non. On n'a pas de place. On n'a pas le temps. On ne va pas le faire etc. Ça aussi c'est une issue possible. Lorsqu'on se prévaut de la promotion sociale des jeunes et de leur famille, on ne peut pas refuser d'accueillir dans les institutions publiques des jeunes qui sont dans un cursus ordinaire que ce soit la découverte professionnelle au collège ou que ce soit un BEP etc. On ne peut pas accueillir que des universitaires. Certes, c'est très valorisant d'accueillir des universitaires. Vous avez parlé de Lapeyronnie, universitaire bordelais, mais on peut en discuter beaucoup. Je veux dire sur la réalité de son implication personnelle. On n'est pas là pour ça. Je condamne fermement, à titre personnel, le refus à peine voilé des institutions publiques, quelles qu'elles soient, d'accueillir des jeunes parce que ce n'est pas leur fonction. C'est un effort que les collectivités territoriales présentes ici se devraient de faire. Je parle aussi pour mon institution, bien évidemment, parce qu'on n'est pas exemplaire de ce point de vue.

Edouard Zambeaux : J'ajouterai qu'il ne suffit pas de les accueillir. Il faut les encadrer. La vraie question est celle-là. Pour la bibliographie, je lis Didier Lapeyronnie parce qu'il fait des choses qui sont remarquées ou remarquables. Il y a effectivement beaucoup d'autres chercheurs. Je pense à Renaud Epstein par exemple qui a un vrai boulot critique sur le décryptage de la politique de la ville. Il ne s'agissait pas de faire de Lapeyronnie l'alpha et l'oméga. Je l'ai même précisé tout à l'heure sa monographie est concentrée sur un quartier comme le rapport Kepel qui a tant fait parler de lui, il y a quelques mois, a été fait à l'échelle de deux communes, Clichy et Montfermeil qui sont des communes assez particulières. De là à en faire une modélisation des banlieues françaises, c'est aller un peu vite en besogne.

Jean-Yves Vif : La ou les dernières questions ? On va essayer de s'en tenir à deux questions.

Virgil Kichenin, élu de la jeunesse à la mairie de Saint-Denis de la Réunion : Bonjour. J'apporterai un témoignage comment à Saint-Denis on a organisé la relation avec la presse. Pour que la presse soit présente sur le territoire de Saint-Denis, il fallait que la ville et les élus mettent en place cette relation pour faciliter par la suite la venue de la presse vers les quartiers, les associations. Chaque année, la ville de Saint-Denis organise une rencontre avec tous les journalistes, toute la presse, presse écrite, les médias. Dans cette rencontre, on privilégie la convivialité, l'échange. Cette rencontre permet de réunir dans un même lieu et au même moment tous les journalistes. Cet échange permet de montrer que la ville a de la considération pour les journalistes. Si on ne crée pas la relation, on sait à quel moment généralement la presse est présente. C'est quand il y a un événement ou une dénonciation. On voulait que la presse intervienne aussi sur toutes nos actions ville qui ne concernent pas que la jeunesse, mais aussi d'autres domaines. Par exemple, dans un quartier, on avait toujours la collaboration d'un journaliste de la presse écrite avec les jeunes pour mener le projet avec eux. Quand on interpelle la presse, on a l'ensemble des médias. On avait toujours un ou deux médias présents sur l'action. Pour éviter que la presse couvre une action jeunesse ou autre dans les quartiers, il faudrait créer la relation. Cela peut être fait peut-être par l'institution pour faciliter par la suite les actions des acteurs qui sont au cœur de la jeunesse.

Edouard Zambeaux : Je crois que vous faites une confusion, Monsieur. Vous avez votre stratégie de communication. Moi, j'en n'ai rien à faire d'être ami avec le maire, le député. La seule chose

qu'on me demande c'est qu'on me laisse travailler et qu'on réponde à mes questions. Je n'ai pas du tout envie d'un système de connivence avec les élus. J'ai envie de travailler en bonne intelligence. Mais, il faut faire attention à ne pas confondre. Ce que vous souhaitez, ce qui est légitime, quand vous montez une action, c'est que la presse en parle. Mais, à mon avis ce n'est pas là-dessus que se construit un travail de fond qui va intéresser les journalistes. Les journalistes vont, jusqu'à preuve du contraire et tant mieux, où ils veulent et quand ils veulent. C'est un privilège. On a au moins cette espèce d'illusion. Il faut faire attention à ne pas vouloir surencadrer les journalistes. En effet, vous aurez, je pense, et de manière très légitime, un effet boomerang.

Jean-Yves Vif : La dernière question, ici.

Christian Terras, académie de Lyon, chargé de mission pour le lycée de la nouvelle chance : Vous avez beaucoup parlé avec beaucoup de talent, et je vous écoute régulièrement, de la libération de la parole des jeunes des banlieues. Est-ce que vous ne pensez pas que derrière cette libération de la parole, il n'y a pas aussi un travail à accompagner à la fois sur le plan médiatique, mais aussi du côté des acteurs sociaux ? Je parle de l'école. Je travaille dans les banlieues lyonnaises, Saint-Fons, Vénissieux, Vaulx-en-Velin, Villeurbanne, Saint-Priest. Derrière cette libération de la parole, il y a une demande de reconnaissance dans la société par une vraie qualification, un vrai diplôme et un vrai boulot. Certes, des lycées professionnels s'impliquent de manière très proche dans les banlieues et prennent en compte cette dimension de proximité. Ne pensez-vous pas que, derrière cette parole libérée, on n'arriverait pas avec des process de vraies formations, de vraies qualifications, de vrais diplômes ? Et, je ne parle pas d'excellence, de masters. Je parle de bacs pro. Je parle de bacs technologiques. Je parle de services dans lesquels les jeunes trouveraient de l'emploi. Ne pensez-vous pas que par ce biais-là nous arriverions à réconcilier les jeunes avec eux-mêmes et avec la société ?

Edouard Zambeaux : Je suis parfaitement conscient de la dimension extrêmement modeste des opérations médiatiques. C'est un prisme. Il se trouve que je suis journaliste. Donc, j'utilise cet outil-là. Vous avez parfaitement raison. Toute opération médiatique d'accompagnement de la parole restera misérable au regard de l'effet levier de l'éducation nationale et de la formation initiale. Vous décrivez l'aspiration à une quête de normalité, à un diplôme. Ce sont les questions « Vais-je pouvoir m'installer avec ma copine ? », « Vais-je trouver un emploi ? » « Puis-je m'acheter une voiture pour me désenclaver ? ». Quel est le champ des possibles ? C'est cette question qui est posée aujourd'hui dans la société, dans la jeunesse un peu marginalisée ou périphérisée. C'est cette question du champ des possibles. A ma toute petite échelle, j'essaye d'élargir ce champ des possibles. Mais ça reste très expérimental. Et effectivement, la vraie question passe par toutes ces formations initiales, par l'éducation nationale qui doit inventer plein de choses en faisant attention, là aussi, à une forme d'assignation scolaire. Il faut faire très attention à ça, à tel point qu'un certain nombre de gamins dans les quartiers a rebaptisé les conseillers d'orientation en conseillers de désorientation. Je me souviens d'un gamin qui n'était plus gamin du tout qui était un jeune adulte et qui venait du quartier des Bosquets à Montfermeil. Je m'en souviens très bien. C'est la première émission « Périphéries » que j'ai faite, il y a 8 ans. Ce jeune m'avait dit, il a eu cette formule, « moi, toute ma vie on m'a dit que j'étais bon à tirer des câbles ou à planter des clous ». C'est ce qu'il gardait de son passage scolaire. La vraie question est celle des inégalités scolaires. On peut la décliner avec les inégalités de santé. L'inégalité scolaire est là que se concentre l'inégalité des champs des possibles. Le « pourquoi pas moi ? », plein de gosses ne se le posent pas parce qu'on les a restreints dans « tu vas aller en BEP ou en lycée pro », dans des carrières d'exclusion qui sont déjà tracées. C'est très paradoxal, mais cette jeunesse manque de subversion dans certains domaines. Elle ne se révolte pas assez. Elle est conforme dans beaucoup d'aspects à ce que le corps social a décidé pour elle. Elle suit la carrière en quelque sorte. Ils se rendent compte aujourd'hui que cette carrière méritante de leurs papas qui se font foutre dehors de chez PSA après 30 ans et des troubles musculo-squelettiques à tous les membres qu'ils n'en rêvent pas forcément. Tout passe par l'école. Je suis mille fois d'accord avec vous. C'est le terrain d'apprentissage de la révolte, mais de la saine révolte, celle qui va dire « moi aussi je veux aller là. Pourquoi pas la lune ? ». Je vous réponds en tant que citoyen. On est assez impuissant face à ça. Quel gâchis d'énergie ! C'est banal de le dire, mais quel gâchis !

Jean-Yves Vif : Merci, le temps à tourné. Je demande à Bernard Pozzoli de venir conclure. Ça se passe de conclusion, Edouard. Merci pour votre contribution. Merci Mesdames, Messieurs pour votre débat journaliste, journaliste citoyen. Lui qui cherche la narration auprès des jeunes des quartiers, nous a fait une narration synthétique tout à fait convenable et acceptable. Merci Edouard. Merci, Monsieur le vice-président de conclure.

Bernard Pozzoli, Vice-président du Conseil général : Je vais conclure très vite. Les rangs sont déjà clairsemés. Merci Edouard Zambeaux. Merci Jean-Yves Vif d'avoir co-animé cette fin de Neu'pro. J'espère que ce 11^e Neu'pro a répondu à vos attentes avec nos partenaires l'INJEP, le CNAJEP, l'ANACEJ, l'ADF. On a essayé, à nouveau cette année, de choisir des thèmes qui correspondent aux interrogations, aux sujets que vous vivez sur le terrain pour lesquels vous aviez besoin d'échanger. Je veux remercier tous les animateurs de ces trois jours, remercier tous les intervenants, remercier aussi tous les personnels du Conseil général, le service jeunesse bien entendu, mais aussi le service communication, le service général, l'ensemble des services qui ont participé à l'organisation de ces 11^e Neu'pro. Et je veux remercier les personnels du centre omnisports de Vichy ainsi que la ville de Vichy et la communauté d'agglomération. J'ai pris quelques notes pour n'oublier personne dans les remerciements. J'espère que ces 11^e Neu'pro vous auront satisfaits. C'était un bon cru. Je le pense par rapport aux échanges que j'ai eus avec les uns et les autres. Peut-être qu'il sera un aussi bon cru que le Saint-Pourçain que vous avez pu déguster hier. C'est pour que vous reveniez en boire un autre jour. Je veux remercier tous les participants. Et je voulais remercier, comme chaque année, les jeunes du lycée d'enseignement supérieur option tourisme, les jeunes qui vous ont passé les micros, assistés dans les différentes salles. Merci Mesdemoiselles et Messieurs. Pour conclure, avant de vous permettre de prendre, pour celles et ceux qui l'ont réservé, votre panier repas, je veux remercier Valérie Courally du service jeunesse du Conseil général de l'Allier, que vous connaissez certainement presque toutes et tous et qui a participé à toutes les organisations des Neu'pro depuis que ça existe et qui a participé à son dernier Neu'pro aujourd'hui. En effet, elle va nous quitter pour Toulouse pour des raisons personnelles. Elle a une opportunité qu'elle attendait depuis quelques années. Je lui souhaite bon vent. Merci Valérie. Je vous demande de l'applaudir. Pour terminer, le Conseil général de l'Allier, comme on l'a déjà dit, a fait de la jeunesse une priorité. Il va pouvoir continuer de garder la jeunesse comme priorité au moins jusqu'en 2015 puisque le mandat des conseillers généraux devrait être reporté d'un an si j'en crois le Président de la République dans l'acte III de la décentralisation. Je peux vous donner d'ores et déjà rendez-vous pour les 12^e Neu'pro normalement les 9, 10 et 11 octobre 2013.

Bon retour chez vous et merci.